

Unité départementale de Loire-Atlantique

Nantes, le 29/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **BARBAZANGES TRI OUEST**

4-6 rue Lafayette  
44110 CHATEAUBRIANT

Références :N3-2022-479 - RAPPORT

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2022 dans l'établissement BARBAZANGES TRI OUEST implanté 4-6 rue Lafayette 44110 CHATEAUBRIANT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BARBAZANGES TRI OUEST
- 4-6 rue Lafayette 44110 CHATEAUBRIANT
- Code AIOT dans GUN : 0006302454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Activité de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux

Station de transit d'OM

Préparation de CSR

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion du site
- Gestion des déchets
- Gestion des eaux

- Risque incendie
- Suivi/contrôle
- Performance du centre de tri

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle des eaux pluviales de rejet du site	Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 3.7.2	/	Sans objet
Contrôle des eaux industriels rejetées au réseau d'assainissement	Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 3.6.4 et 3.7.2	/	Sans objet
Contrôle annuel des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 7.3	/	Sans objet
Contrôle des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 8	/	Sans objet
Campagne d'évaluation des performances du centre de tri	Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 9.1.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion des DEEE	Code de l'environnement du 12/02/2020, article L.541-10-2	/	Sans objet
Registre des déchets (entrée et sortie)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2	/	Sans objet
Capacité de rétention des liquides dangereux	Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 3.5	/	Sans objet
Gestion des eaux de ruissellement du site	Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 3.6	/	Sans objet
Travaux par point chaud	Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 8	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 8.6	/	Sans objet
Système de traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 3.6.2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

5 non-conformités identifiées à corriger

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Gestion des DEEE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/02/2020, article L.541-10-2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion des DEEE
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrat avec un éco-organisme agréé pour la gestion des DEEE
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un contrat avec un éco-organisme, ECOLOGIC, pour la gestion des DEEE établi le 17/03/2022 pour une durée de 1 an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Registre des déchets (entrée et sortie)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre des déchets (entrée et sortie)
<b>Prescription contrôlée :</b> Tenue d'un registre avec l'ensemble des informations réglementaires
<b>Constats :</b> L'exploitant tient un registre des entrées et des sorties de déchets avec l'ensemble des informations réglementaires. 2 types d'exutoires sont identifiés :  <ul style="list-style-type: none"><li>- Regroupement pour valorisation énergétique via son activité de préparation de CSR (R13) vers des cimenteries</li><li>- Regroupement pour enfouissement ou incinération sans valorisation (D13)</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Capacité de rétention des liquides dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacité de rétention des liquides dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> Capacité de rétention disponible pour chaque liquide dangereux entreposé.
<b>Constats :</b> Chaque liquide dangereux identifié lors de l'inspection dispose d'un volume de rétention suffisant .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion des eaux de ruissellement du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux de ruissellement du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Gestion des eaux de ruissellement du site
<b>Constats :</b> L'ensemble de la zone d'activité est sur dalle imperméabilisée permettant la collecte des eaux de ruissellement. Le site dispose de 2 points de rejet au milieu naturel pour les eaux pluviales du site. Chacun de ces points de rejet est équipé d'un ouvrage de type débourbeur-déshuileur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Contrôle des eaux pluviales de rejet du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 3.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des eaux pluviales de rejet du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformité des résultats d'analyse annuelle des eaux pluviales de rejet
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser par la société WESSLING une analyse pour chaque point de rejet le 30/11/2021. Une non-conformité est identifiée pour le pH (4,5 au lieu de 5,5 minimum).  <b>Il s'agira d'apporter des éléments de réponse pour expliquer cet écart et éventuellement mettre en place des actions correctives si nécessaire.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Contrôle des eaux industriels rejetées au réseau d'assainissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 3.6.4 et 3.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des eaux industriels au réseau d'assainissement
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformité de l'analyse annuelle des eaux industrielles au réseau d'assainissement Nature des eaux rejetées
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser un contrôle de ses eaux industrielles issues du bâtiment d'entreposage des ordures ménagères le 22/12/2021 par la société WESSLING. L'ensemble des paramètres réglementaires n'est pas analysé, il manque notamment l'analyse du phosphore et de l'azote globale. Aucune convention n'a été établie avec le gestionnaire de réseau.  <b>Il s'agira de compléter le spectre analytique de l'analyse de ces eaux et d'établir une convention avec le gestionnaire de réseau.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Contrôle annuel des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle annuel des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformité du contrôle des installations électriques
<b>Constats :</b> Le contrôle a été réalisé le 16/03/2021 par la société APAVE : Aucune observation.  Le contrôle est à réaliser chaque année (délai des 1 an dépassé), cependant l'exploitant explique l'indisponibilité du prestataire suite à un accident de ce dernier. Un nouveau contrôle est prévu le 28/04/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Contrôle des moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérification annuelle des moyens de lutte contre l'incendie. Capacité en eaux incendie : Besoin évalué à 145 m3/h pendant 2 heures par l'étude de danger du site de septembre 2012
<b>Constats :</b> Le site dispose de 50 extincteurs, 4 RIA et d'une détection incendie dans le bâtiment de stockage des déchets dangereux :  <ul style="list-style-type: none"><li>- Les extincteurs ont été vérifiés le 29/12/2021 par NORMEO</li><li>- Les RIA ont été vérifiés le 30/12/2021 par NORMEO</li><li>- La détection incendie a été vérifiée le 22/03/2022 par TECHNY SECURITE</li></ul> Aucune détection incendie n'est présente dans le bâtiment CSR. L'exploitant explique mettre en place un tel dispositif courant 2022. L'exploitant précise avoir mis en place un arrosage actionnable manuellement (procédure explicitée au niveau du panneau de commande) sur les parties sensibles du process CSR (FMA et au niveau des 2 broyeurs). Un système de désenfumage est en place dans le local d'entreposage des déchets dangereux mais n'est pas contrôlé.  Pour sa capacité en eaux incendie, l'exploitant dispose sur son site de 3 poteaux incendie mais n'est pas en mesure de présenter d'attestation de débit et d'une réserve incendie dont la capacité n'est pas connue. L'étude de danger de septembre 2012 précise que le débit nécessaire est de 145 m3/h pendant 2 heures.  <b>L'exploitant devra mettre en place un dispositif de détection incendie dans le bâtiment de préparation des CSR afin de compléter son dispositif de lutte contre l'incendie. Il devra faire contrôler annuellement le système de désenfumage du bâtiment d'entreposage des déchets dangereux.</b> <b>L'exploitant devra également apporter les éléments attestant de sa capacité à fournir un débit de 145 m3/h en se procurant notamment, auprès de son gestionnaire de réseau, les attestations de débit des poteaux incendie présent sur site et en déterminant le volume d'eau disponible contenue dans le bassin de réserve d'eau incendie.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Travaux par point chaud

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux par point chaud
<b>Prescription contrôlée :</b> Mesures prises en cas de travaux par point chaud
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare établir un permis feu pour chaque opération par point chaud. L'exploitant a présenté un exemple de permis feu établi pour des opérations de meulage, soudure et découpe réalisées par la société SIMAE en février 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Confinement des eaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 8.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Système de confinement des eaux en cas d'incendie
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose sur site d'un bassin de confinement des eaux incendies de 600 m3 (volume disponible le jour de l'inspection) équipé d'une vanne de coupure signalée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Campagne d'évaluation des performances du centre de tri

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 9.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Campagne d'évaluation des performances du centre de tri
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle des performances du centre de tri
<b>Constats :</b> Campagne réalisée chaque année. Pour l'année 2021 : <ul style="list-style-type: none"><li>- Valorisation des déchets d'emballage d'origine industriel : 100 %</li><li>- Valorisation des déchets industriels banals (DIB) : 69,75 % (pour un objectif fixé à 70%).</li></ul> <p>L'exploitant atteint les objectifs pour la valorisation des déchets d'emballage mais n'atteint pas l'objectif de valorisation fixé de 70% pour les DIB. L'exploitant devra apporter des explications et mettre en place des mesures d'amélioration afin d'atteindre les objectifs fixés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Système de traitement des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 3.6.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Système de traitement des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Entretien des systèmes de traitement des eaux de rejet
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser le curage/pompage de son système de traitement le 23/12/2021 par la société SARL VIDANGES QUIRION. L'exploitant a présent le BSDD correspondant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet